

**Nouvelles conceptions  
du Développement :**  
*"Le développement humain  
durable"*

**Paul Sindic**

**Février 2009**

## Introduction

Dans l'exposé qui suit, deux options principales ont été prises pour traiter d'un thème global « *Le développement* », d'une ampleur foisonnante.

En ce qui concerne l'aspect « *développement humain* », traité dans la I<sup>o</sup> partie, défini comme devant viser « *la satisfaction des besoins humains essentiels et l'ouverture des possibilités d'épanouissement individuel* », nous avons concentré nos efforts d'analyse et de propositions sur les pays où la situation est la plus intolérable et menace même de ce fait l'avenir de l'humanité, à savoir les « *pays en développement* » (PED, voir définition précise un peu plus loin) . Non pas que la question du « *développement humain* » ne se pose pas dans nos sociétés et dans notre pays, pour une fraction notable de la population, mais pour l'essentiel, nous sommes déjà engagés dans ce combat et nous savons quelles politiques devraient être mises en oeuvre à ce propos.

Pour ce qui concerne le concept de « *durabilité* », traité dans la deuxième partie, bien que celui-ci concerne par définition tous les pays de la planète, notre analyse se concentrera au contraire sur les pays développés puisque, à l'inverse, c'est le mode de développement de ces pays qui a généré des problèmes et des défis qui menacent eux aussi l'avenir de la planète. Pour faire pièce à la récupération idéologique dont fait désormais l'objet le concept de « *développement durable* », nous proposerons un nouveau concept, celui de « *développement humain durable* », dans la ligne du 34<sup>o</sup> Congrès (" *..Il s'agit d'inventer un mode de développement humain durable...*"), auquel il convient maintenant de donner un contenu concret. Pour cela, dans la troisième partie de cette étude, nous avancerons toute une série de propositions concrètes visant à dessiner l'ossature de politiques progressistes, à la fois nationales et planétaires, de mise en oeuvre du "*développement humain durable* ».

Plus globalement, le but de cette étude est d'essayer de montrer que la logique du capitalisme, exacerbée dans sa phase actuelle néolibérale et "*mondialisée*", non seulement met en cause les conditions d'existence de l'individu isolé, soit par la violence de l'exploitation dans les processus de production eux-mêmes (stress, intensité du travail, rémunération insuffisante), soit par son exclusion totale ou partielle du dit processus de production, mais menace aussi désormais l'avenir collectif de l'espèce humaine elle-même, via la gravité des atteintes à l'environnement, le gaspillage des ressources naturelles. Les luttes sur ces questions ne sont donc pas facultatives ou secondaires, relevant du supplément d'âme ou de mouvements politiques spécialisés, par rapport à une lutte contre l'exploitation directe qui resterait notre thème central et essentiel d'action politique. La lutte pour "*un développement humain durable*", qui implique, comme nous le verrons ci-après, un "*dépassement du capitalisme*", doit intégrer l'ensemble de ces questions, sans hiérarchisation, car elles sont toutes d'une gravité exceptionnelle.

## I° Partie

Dans cette première partie, nous ferons tout d'abord un « Etat des lieux » des « *pays en développement* » (PED) visant à mieux les définir, pour décrire ensuite la manière dont les critères capitalistes du développement y ont été progressivement mis en cause et comment la notion de « *développement humain* » a commencé à y apparaître.

### **A) « Etat des lieux » du développement des PED**

Le concept général de « *Développement* » a été préférentiellement utilisé au cours des décennies d'après-guerre pour désigner les processus de développement économique qui devaient, en théorie, permettre à tous les pays n'appartenant pas, soit au bloc des pays occidentaux capitalistes, soit à un « *camp socialiste* » limité à l'URSS et aux pays de l'Est européen, de rattraper progressivement leurs retards sur les dits pays considérés globalement comme « *développés* ». D'où les appellations de « *Pays en voie de développement* » (PVD) ou « *Pays en développement* » (PED) qui sont venus remplacer l'appellation initiale de « *pays sous-développés* », considérée comme péjorative. Les pays « *socialistes* » n'appartenant pas au bloc de l'Est européen type Chine, Vietnam, Yougoslavie, Cuba, Corée du Nord, etc. relevaient alors plutôt d'une double appartenance, d'une part au « *camp socialiste* » (en tout cas, ils étaient traités comme tels par l'Occident capitaliste), d'autre part au bloc des PVD ou PED, parfois qualifié de « *Tiers monde* ». Les tentatives de structurer politiquement ce bloc des PED (Conférence de Bandoeng en 1955), avaient alors conduit à la création du « *bloc des non-alignés* » en 1961.

A partir de la fin des années 70, avec le développement d'une nouvelle phase du capitalisme dite « *néolibérale* », caractérisée dès le début des années 80 par une violente reprise en main économique capitaliste des PED via l'explosion de la dette et « *les politiques d'ajustement structurel* » qui ont suivi, ceux-ci ont subi de très importants pillages nets de richesses au profit des exigences sans limites de l'accumulation financière occidentale. D'où de nouveaux clivages. Globalement, c'est, pour la plupart des PED, la mise à mal de leurs embryons de développement économique et industriel, de services publics mis sur pied après la décolonisation, tous processus dont nombre d'entre eux ne se sont toujours pas relevés, sans compter les millions de morts qui en sont résultés directement ou indirectement (malnutrition, épidémies, affrontements ethniques dans des pays complètement déstructurés). En toute justice, des poursuites internationales auraient dû être engagées contre les dirigeants occidentaux responsables de ces politiques, au titre de « *crimes contre l'humanité* ». Certains pays, sans ressources naturelles exportables significatives, tombent alors dans la misère absolue et sont depuis classés dans la catégorie des « *pays pauvres très endettés* » (PPTE), totalement incapables de rembourser leurs dettes et à qui l'on consentira, avec moult difficultés et réticences, des annulations de celles-ci. Par contre, d'autres PED rentrent à des degrés divers dans le jeu du

capitalisme néolibéral (libre échange, accueil des investissements étrangers, libre rapatriement des profits, certains y déployant sur des bases nationalistes des politiques industrielles nationales actives (éducation, formation, recherche, impulsions économiques d'Etat) et amorcent de ce fait des processus de développement économique néolibéraux tirés par les exportations. On les classera désormais comme « *pays émergents* ». Ce groupe comprend de grands pays, Brésil, Chine, Inde, rejoints plus ou moins par la Russie après sa conversion au néolibéralisme post 1990, qui constituent le groupe informel « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine), mais aussi des pays moyens (Corée du Sud, Taïwan, Malaisie entre autres). Notons aussi le cas particulier des pays pétroliers à faible population (pays du Golfe) avec un type de développement très inégalitaire et déséquilibré. Quoi qu'il en soit, le panorama global PED, grands pays émergents tels que Brésil, Chine, Inde reste relativement catastrophique du point de vue des conditions de vie de la grande majorité des habitants de ces pays. Globalement, un milliard d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, trois milliards vivent dans une misère indicible, des millions d'êtres humains, adultes, enfants, meurent chaque année faute de soins alors qu'ils étaient parfaitement guérissables.

Notre appréciation politique depuis plusieurs années est que nous nous rapprochons de ce point de vue d'une situation de rupture. L'ouvrage récent de Jean Ziegler, « *La haine de l'Occident* », décrit assez bien cette situation. Si nous concentrons nos efforts d'analyse sur l'Afrique, continent où la situation est la plus intolérable et dont nous sommes le plus proches avec des liens politiques, des possibilités d'action commune avec les forces progressistes locales et qui fait l'objet de politiques spécifiques tant de la part de notre pays que de l'UE, nous pouvons noter les principaux éléments suivants : a) une situation de profond désespoir dans les forces vives de ces pays et notamment dans la jeunesse prête à risquer sa vie sur la route de l'exil pour fuir l'intolérable, pour assurer la survie de sa famille. Les centaines, voire les milliers de morts, annuels sur ces routes de l'exil sont un pur scandale, qui interroge notre responsabilité politique. Quelles luttes concrètes menons-nous pour y mettre fin ? b) Une prise de conscience élargie des calamités infligées au fil des siècles précédents aux peuples africains par les pays colonisateurs : esclavage et colonisation, dont les séquelles pèsent encore à des titres divers sur les peuples africains, c) une prise de conscience également que leurs dirigeants sont la plupart du temps des marionnettes corrompues dont l'Occident tire en fait les ficelles, c) L'apparition d'une nouvelle génération de cadres issus des efforts d'éducation faits malgré tout par ces pays, qui résistent, pour partie d'entre eux, aux politiques scandaleuses de débauchage faites par les pays occidentaux pour récupérer gratuitement des cadres qualifiés formés à grand peine par leur pays. Cette nouvelle génération, lucide par rapport à la situation réelle de leurs pays, veut jouer un rôle dans son développement et n'accepte plus que les orientations de sa politique lui soient dictées de l'extérieur. A noter que les militants progressistes européens, avec la meilleure bonne volonté du monde, n'échappent pas parfois, dans les contacts avec les progressistes locaux, à la tendance donneur de leçons du style : « Voilà ce que nous pensons que vous devriez faire ». Même si nos interlocuteurs africains savent

que cela est dit dans une perspective de solidarité fraternelle, et ne font pas d'amalgame avec les oukases pratiquement dictés à leur pays par les dirigeants occidentaux, cela peut provoquer tout de même une gêne, nous devons en être conscients.

### **B) La mise en cause progressive des critères capitalistes du « Développement »**

Dans les décennies 60 et 70, dans le contexte global de l'affrontement Est-Ouest qui se traduisait par une course à la puissance via la croissance économique, le critère évident du « *Développement* » était le taux de croissance du PIB. L'Occident était évidemment très favorable à ce critère car la croissance de la valeur ajoutée nationale signifiait pour lui, soit la réalité de pillages accrus via l'exploitation des diverses ressources naturelles du pays concerné, soit la possibilité d'exportations accrues vers le pays concerné, elles aussi synonymes de profits supplémentaires. La possibilité qu'un taux de croissance du PIB flatteur puisse coexister avec une misère accrue de la majorité de la population autochtone, avec des détournements massifs au profit de classes dirigeantes locales représentant une infime minorité des populations concernées, les dites classes étant liées organiquement aux grands intérêts occidentaux, non seulement n'a jamais préoccupé les gouvernements occidentaux, mais a au contraire constitué la colonne vertébrale des systèmes néo-coloniaux post indépendance, tendance accentuée avec la mondialisation néolibérale.

Cependant petit à petit, au sein des pays occidentaux eux mêmes, une prise de conscience plus large s'est opérée sur les conditions de vie misérables de la majorité des populations des PED, les détournements de richesses opérés par des dirigeants corrompus. Les ONG opérant dans ces pays, par leurs appels aux opinions publiques occidentales à soutenir leur activité, ont contribué à la sensibilisation de celles-ci à des situations humainement intolérables (épidémies et absence de soins, malnutrition et famines, massacres de populations civiles liés à la désintégration des Etats, etc.). Les luttes pour l'annulation de la dette et contre les politiques d'ajustement structurel ont donné lieu à des campagnes internationales de dénonciation, à des manifestations de masse contre le FMI. Devant ces pressions, les gouvernements occidentaux ont été obligés de bouger ou de faire semblant (engagement théorique de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement, généralement non respecté ( y compris par la France), sauf par quelques pays nordiques européens, et de toute façon sans aucune sanction, rééchelonnement de certaines dettes ou annulation de celles-ci pour quelques PPTE, de toutes façons incapables de les rembourser, campagne mondiale pour soi-disant diviser la pauvreté par deux d'ici 2015, sans guère de résultats pour la grande majorité des populations concernées). A noter par ailleurs que l'offensive idéologique néolibérale, selon laquelle dorénavant ce serait le libre échange et les investissements directs étrangers (IDE) qui garantiraient le développement des PED, les dits pays étant quasiment sommés de conclure des accords de libre échange avec les pays capitalistes développés (processus de « Barcelone » entre l'UE et l'Afrique du Nord, Alena en Amérique du Nord, accords bilatéraux divers, etc.), n'a guère donné de résultats, sinon de contribuer à ouvrir au forceps les marchés des PED et à

enterrer l'aide publique au développement.

### **C) L'apparition de « l'indice de développement humain » (IDH)**

En tout cas, la prise de conscience s'est élargie sur le fait que le seul critère de croissance du PIB était très insuffisant pour caractériser l'état réel de développement d'un pays. L'état de ses systèmes d'éducation, de santé, entre autres, devait aussi être pris en compte. Ceci s'est matérialisé, via les efforts du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a mis sur pied un « *indice de développement humain* » (IDH) regroupant, à côté du taux de croissance du PIB, des indicateurs relatifs aux performances des systèmes de santé et d'éducation (espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation, taux de scolarisation combiné (primaire, secondaire, supérieur). Même si ces indicateurs sont encore embryonnaires pour caractériser pleinement le développement humain, ils ouvrent la voie vers un IDH plus sophistiqué et plus détaillé (point sur lequel nous reviendrons ci-après dans nos propositions).

D'ailleurs, il ne s'agit pas de tout réinventer. L'ONU, dans une phase historique internationale bien plus progressiste qu'actuellement, a adopté en 1966, un « *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* » qui contient tous les droits possibles relatifs au développement humain (droit à l'éducation gratuite, droit à la santé, au travail, à un salaire décent, à un logement suffisant pour abriter sa famille, à la nourriture, aux vêtements, au repos, à la culture, droit de se syndiquer librement, de faire grève, etc.,etc.) que les Etats signataires s'engageaient alors à promouvoir (146 pays ont à ce jour ratifié ce Pacte). Malheureusement, le texte ne contenait pas de procédure de sanction pour non-respect des droits garantis par ce pacte, qui soit notamment ouverte aux citoyens des pays concernés.

En tout cas, l'IDH actuel apporte déjà des informations significatives quant au classement des pays du point de vue du développement humain. C'est ainsi que Cuba, dont on connaît la pauvreté et les difficultés économiques liées notamment à l'embargo, figure malgré tout parmi le peloton des pays à indice de développement humain élevé, constitué par ailleurs essentiellement par les pays économiquement développés, grâce aux performances remarquables de ses systèmes d'éducation et de santé. Il est aussi le seul parmi les pays d'Amérique latine et centrale à figurer dans ce groupe avec l'Argentine. Par ailleurs, l'IDH a ouvert une brèche idéologique en montrant que le « *développement* » des PED pouvait être vu sous un autre angle que celui de l'accumulation capitaliste.

## II° Partie

### **Analyse de la bataille d'idées autour du « *développement durable* », et promotion du concept de « *Développement humain durable* »**

Nous nous transportons ici sur un autre terrain, celui de défis planétaires relatifs entre autres à la gestion économe des ressources naturelles, aux luttes contre le réchauffement climatique, contre les atteintes à l'environnement (pollutions de l'air, des eaux et de la terre), pour la préservation de la biodiversité. Tous les pays sont concernés, mais ce sont les pays développés qui sont ici le plus directement en cause, car ce sont leurs modes de développement économique qui sont essentiellement à l'origine des défis décrits ci-dessus. La gravité de ceux-ci doit être pleinement appréciée politiquement, l'urgence de promouvoir des solutions progressistes également, ainsi que la nécessité de les intégrer peinement à notre action politique quotidienne, car leur importance ne va cesser de croître.

#### **A) La bataille d'idées autour du concept de « *développement durable* »**

Le terme « *développement* » n'est pas, dans ce champ idéologique spécifique, réservé aux PED, mais concerne tous les pays. Le concept de « *développement durable* » est issu à l'origine du Rapport Bruntland publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement qui définit le « *développement durable* » ainsi : « *Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion :*

*. Le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ;*

*. L'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»*

A noter, chose qui a tendance à être oubliée actuellement par l'idéologie dominante occidentale, la priorité donnée dans le Rapport Bruntland à la satisfaction des besoins humains des plus démunis, donc notamment aux besoins humains de la majorité des populations des PED et grands pays émergents.

Mais le Rapport Bruntland n'est pas sorti du néant. Il est issu des luttes relatives aux problèmes environnementaux menées par les divers mouvements écologistes ou environnementaux dont le mérite historique a été de sensibiliser progressivement les opinions publiques des pays développés aux défis planétaires énoncés plus haut. Notons aussi qu'il est généralement déploré les retards pris par le PCF à l'égard de ces luttes pour l'environnement. Mais en regardant les choses de plus près, on constate que les premières luttes de militants communistes sur des problèmes environnementaux datent de 1971 : luttes contre la pollution du Rhône, animées par C. Vallin, maire de Givors, membre du CC, avec constitution progressive

d'associations couvrant tout le cours de ce fleuve, qui avaient obtenu d'importants résultats ; constitution ensuite d'une fédération de ces associations sous le titre de Mouvement national pour l'environnement (MNLE) qui existe toujours et prend des initiatives, mais dont l'influence a décliné. Globalement, les militants communistes n'ont pas fait mouvement vers cette association et les directions de l'époque ne les y ont guère incités.

Quoi qu'il en soit, le concept de « *développement durable* » fait désormais l'objet d'un affrontement d'idées d'envergure, en particulier dans notre pays. Il est notamment l'objet d'une récupération idéologique dont le système capitaliste a le secret et il est mis à toutes les sauces. Toute une série d'entités (gouvernements occidentaux, grandes firmes (avec martèlement publicitaire à la clef), collectivités territoriales, etc.) affirment désormais être des adeptes du « *développement durable* ». Mais le sens qu'ils donnent à ce concept est en réalité celui de la poursuite de la croissance économique, en fait de l'accumulation capitaliste, tout en marquant des soucis de protéger l'environnement ou de « *durabilité* » (ou en faisant semblant, ce qui reste le cas le plus fréquent).

Par ailleurs, la préoccupation d'un « *développement durable* » et des défis planétaires qui l'accompagnent a désormais largement dépassé les mouvements environnementaux et écologistes au sens strict et s'est étendue à toutes sortes d'entités à vocation politique, ONG, etc. Il a par exemple tenu une grande place dans les discussions du récent Forum social mondial de Belem.

De fait, sur cette question, un clivage s'est opéré. La majorité du mouvement écologiste proprement dit est restée longtemps sur des positions traditionnelles (ni droite, ni gauche, ailleurs, en se référant au fait que le capitalisme et le « *camp socialiste* » ont historiquement fait preuve de la même indifférence aux atteintes à l'environnement ; privilégier les changements d'attitude individuels (manger bio, faire du vélo) avec l'apparition d'un certain fondamentalisme "vert" passéiste ; mise en cause de la recherche scientifique et technologique ; polémiques autour de la « *décroissance* »). Le fait que la mondialisation capitaliste néolibérale allait conduire à une aggravation des problèmes environnementaux n'a notamment pas été perçue à l'époque par cette tendance (cf. le vote positif des « *Verts* » en France lors du referendum de Maastricht).

Mais le paysage a cependant changé dans la dernière période. L'analyse des responsabilités du capitalisme, et notamment de sa version néolibérale « *mondialisée* », dans l'aggravation des divers problèmes environnementaux est mieux perçue via divers processus. Un premier exemple a été la perception élargie de la relation directe entre le libre échange et l'impasse d'une explosion des flux de transports routiers de marchandises en Europe. Un autre exemple réside dans le lien fait entre l'impératif obsessionnel de l'accumulation financière, la course permanente à l'innovation pour dégager des profits extra, l'obsolescence accélérée des produits, leur non réparabilité pour les mêmes raisons, et le gaspillage global des ressources naturelles. Le rôle du pilonnement de la publicité dans la transformation du



consommateur en robot-acheteur, chargé d'achever le cycle de réalisation du profit, est aussi mieux perçu. Autre exemple, l'absence de tout effort de mutation réel dans les transports avec poursuite des gaspillages des ressources en hydrocarbures et son lien avec la crise pétrolière énergétique, etc.. Cette perception est désormais portée par toute une série de mouvements et associations (PCF avec A. Hayot et l'équipe de la « *Lettre de l'écologie* », Mouvement des alternatifs, courant Utopia, Attac, M'PEP, ouvrages de A. Gorz « *Ecologica* », d'A. Bernier, « *Le climat, otage de la Finance* », etc.). L'idée que les exigences du « *développement humain durable* » conduiront à la nécessité d'un « *dépassement du capitalisme* », apparaît chez A. Gorz notamment, comme dans le dernier livre de H. Kempf, "*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*". Certains responsables écologistes « *classiques* » commencent aussi à admettre la responsabilité de la logique du capitalisme dans les dégradations planétaires de l'environnement, cf. N. Hulot sur la destruction de la forêt amazonienne, discussion également à ce propos avec N. Ridoux, auteur de la « *Décroissance pour tous* ». Bref, le paysage idéologique sur ces questions évolue rapidement. Mais des attitudes irrationnelles persistent, avec, par exemple, une certaine démagogie antinucléaire dans nombre d'organisations de sensibilité progressiste, avec espoir d'en retirer des dividendes électoraux, qui se traduisent par un refus de mener la bataille pour les garanties internationales de sûreté nucléaire, alors même qu'une relance significative du nucléaire dans les pays développés est incontournable (et d'ailleurs en cours) si l'on veut atteindre les objectifs élevés de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> déjà reconnus comme vitaux. Autre exemple, la démagogie PS-Verts sur la destruction de Super Phoenix, erreur stratégique majeure.

## **B) La nécessité de promouvoir un nouveau concept, celui de « Développement humain durable »**

Pour sortir de la confusion actuelle autour du terme de « *développement durable* », nous proposons, comme déjà mentionné en introduction, de promouvoir un nouveau concept, celui de « *développement humain durable* ». Celui-ci partira d'un point de vue tout à fait opposé à celui d'un développement économique basé sur la poursuite d'une croissance visant prioritairement l'accumulation des profits au profit d'une petite minorité. Il posera au contraire comme finalité essentielle, le « *développement humain* » de l'ensemble des habitants de la planète (satisfaction des besoins humains réels et possibilités d'épanouissement individuel) en l'inscrivant dans un impératif de « *durabilité* » (gestion économe des ressources naturelles, minimisation des atteintes à l'environnement, à la biodiversité, etc.) pour les générations à venir et ce, dans une perspective de très longue durée.

Lors du 34<sup>e</sup> Congrès, la décision de promouvoir ce concept de « *développement humain durable* », a été prise. Il faut maintenant le faire vivre, lui donner de la chair car il marquera notre originalité dans la bataille d'idées à ce propos. Nous devons donc faire preuve de rigueur sémantique dans notre expression publique, alors qu'à l'heure actuelle, nous continuons à employer indifféremment les deux termes.

### III° Partie

## Propositions de politiques alternatives visant la mise en oeuvre du « *Développement humain durable* »

Comme annoncé ci-dessus, nous traiterons tout d'abord de la manière de promouvoir le « *développement humain* » dans les PED, via une nouvelle conception de l'Aide publique internationale au développement (APD) et la signature de « *Contrats de développement* » entre chaque PED concerné et la Communauté internationale. Nous traiterons aussi brièvement du combat pour le « *développement humain* » dans les pays développés.

Nous évoquerons ensuite sous divers angles les problèmes les plus généraux liés à la « *durabilité* », parmi lesquels celui de la durée de la période historique pendant laquelle la dite « *durabilité* » devrait être garantie (sur combien de générations ?), ceux liés au niveau de la population mondiale (malthusianisme démographique ou non ?). Une analyse de l'idéologie de la « *décroissance* » sera ensuite proposée comportant un certain nombre de mises au point sur ce sujet fortement débattu.

Nous esquisserons ensuite des politiques alternatives concernant les défis planétaires de la « *durabilité* » les plus urgents à relever :

- Le couple crise pétrolière et énergétique-réchauffement climatique ;
- La gestion économe des ressources naturelles autres que les matières premières énergétiques (eau, matériaux divers, minerais, matières premières renouvelables, etc.) et la mutation dans les caractéristiques des produits marchands et des systèmes productifs qu'elle implique ;
- La préservation et la reconquête, au moins partielle, de la biodiversité ;

La mise en oeuvre de ces politiques alternatives impliquent la création de nouvelles institutions internationales spécifiques et une réforme profonde du système onusien, questions que nous essaierons d'aborder brièvement.

In fine, nous évoquerons la question du changement de système politico-économique que la mise en oeuvre de ces politiques alternatives visant le « *développement humain durable* » implique, en bref, le « *dépassement du capitalisme* ».

### A) Nouvelle conception de l'aide internationale publique au développement des PED : Les « *Contrats de développement* »

Nous n'aborderons ici, faute de place et de temps, ce point que sommairement (1)

(1) Pour plus de détails, voir l'article PS « *Une approche progressiste du « développement » : la notion de « contrat de développement »* - Revue « *Informations et commentaires – Le développement en questions* » n° 126 -janvier-mars 2004.

Globalement, il s'agit de « réinternationaliser » les aides publiques au développement des PED sur la base d'un partenariat entre chaque pays concerné et une coordination des institutions internationales spécialisées concernées par les différents aspects du développement des PED (PNUD, ONUDI, OMS, UNESCO, FAO, Banque mondiale à la mission redéfinie) sous la houlette d'un secrétariat général adjoint de L'ONU spécialisé dans cette tâche. Ce partenariat se concrétiserait par un « Contrat de développement » passé entre cette coordination et le PED concerné. Le contenu de ce contrat porterait sur la réalisation d'un plan de développement à 10 ans établi par le pays concerné avec l'assistance des institutions internationales spécialisées énumérées ci-dessus et comprenant notamment :

- La mise sur pied ou la rénovation d'un système d'éducation-formation-recherche pour atteindre un niveau équivalent à terme aux systèmes des pays développés, basé sur la gratuité, respectueux de l'identité culturelle nationale, mais porteur aussi de valeurs universelles ;

- La remise à niveau (ou la mise sur pied) des grandes infrastructures (éducation, santé, équipements urbains et logements sociaux à faible loyer, eau potable, énergie « propre », telecoms, transports collectifs et transports de marchandises, etc.).

- L'énoncé d'une politique nationale volontariste des activités productives (agricoles, industrielles, de services,) orientée vers la création d'une palette d'activités la plus diversifiée possible et incluant des activités à forte valeur ajoutée à même de garantir les créations d'emplois massives nécessaires, l'accumulation de ressources pour autofinancer la poursuite du processus de développement sans dépendance extérieure en relayant les indispensables aides internationales de départ. L'intervention de firmes étrangères, parfois nécessaire au départ (transferts de technologies) devrait toujours se faire sous forme de partenariats équilibrés avec des firmes nationales, visant dans la durée à construire l'indépendance, technologique et économique, de ces dernières.

Les moyens de financement, devant relever pour l'essentiel, de fonds publics nationaux et internationaux (mise sur pied de systèmes d'éducation-formation-recherche, de santé, de grandes infrastructures, etc.) seraient déterminés en évaluant tout d'abord les montants qui pourraient être fournis par le pays lui-même (avec la hausse des matières premières, nombre de PED disposent désormais de ressources en devises notables). Le complément serait fourni par une aide publique internationale, en provenance des pays développés ainsi que des grands pays émergents, portée au niveau nécessaire via une série différenciée de canaux (APD portée effectivement à 0,7 % du PIB, taxe sur les flux financiers, annulation de dettes, récupération des capitaux détournés par des dirigeants de PED, répression financière du crime organisé, réduction des budgets d'armement, taxe internationale sur les énergies fossiles finançant des systèmes énergétiques « décarbonés » (voir plus loin)).

La réussite de ces plans de développement des PED impliquera également la mise en oeuvre de systèmes de régulation des échanges internationaux à finalité emploi ( % du marché national du PED réservé aux productions nationales (avec 80

% de valeur ajoutée nationale) dans toutes les branches d'activité, quotas d'accès garantis, mais limités, pour les exportations du PED concerné sur les marchés des pays développés. Régulation symétrique en ce qui concerne les marchés des pays développés (% du marché national réservé, etc.). Un tel système ne peut être détaillé ici, mais il faut en tout cas sortir du faux débat : libre échange ou protectionnisme. Enfin, évidemment, toutes les caractéristiques de la « durabilité » devront être intégrées à ces plans de développement (voir ci-après), ainsi que des avancées substantielles vers les droits économiques et sociaux du Pacte de 1966.

## **B) Le combat pour le « développement humain » dans les pays développés**

Ici, nous passerons plus rapidement, car il s'agit en grande partie de notre combat quotidien, tant politique que syndical, pour un véritable droit à une éducation, à une formation de qualité accessibles à tous et gratuites, pour le droit à bénéficier des meilleurs soins médicaux quel que soit son niveau de revenu, pour le droit au travail, à un salaire décent permettant de faire vivre normalement sa famille (nourriture, vêtements, etc.), pour le droit à un logement d'une taille suffisante pour abriter la dite famille, pour le droit au repos, aux loisirs, à la participation à la vie culturelle, à la non discrimination de genre, ethnique, d'orientation sexuelle, etc.,etc. C'est un combat incessant, le capital ne considérant jamais qu'il s'agit de droits acquis une fois pour toutes, essayant sans cesse de revenir dessus, comme l'ont montré les dernières décennies. Par ailleurs, bien que la France soit dans le peloton de tête des nations à développement humain élevé, il y a toujours dans notre pays au moins 30 % de la population qui ne bénéficie pas de l'un ou de plusieurs de ces droits.

## **C) Propositions relatives aux aspects les plus généraux de la « durabilité »**

Nous traiterons ici de la durée de la période historique de référence de la « durabilité » ainsi que du niveau optimum de la population mondiale pour atteindre la dite « durabilité ».

### **1- Quelle durée pour la « durabilité » ?**

La « durabilité » évoque essentiellement deux contraintes générales : l'une est de maintenir un état stable de la planète qui implique que les atteintes à l'environnement soient minimales et/ou réversibles, n'affectant pas en tout cas la survie à long terme de l'espèce humaine, l'autre est que les prélèvements sur des ressources naturelles spécifiques épuisables (exemple minerais de fer ou de cuivre sur le marché desquels des tensions sont déjà apparues) soient accompagnées d'un degré de recyclage élevé des produits finis élaborés à partir des dites ressources épuisables. Dans cette deuxième contrainte, il y a cependant de toutes façons une idée de durée qui s'introduit, soit via le fait que la demande globale mondiale des produits concernés s'accroît, soit, même si elle se stabilise, parce que le recyclage restera probablement imparfait. Mais alors à quelle échelle de temps faut-il raisonner en ce qui concerne les

générations à venir : un siècle, deux siècles, un millier d'années ? La question reste ouverte. Mon opinion, tout à fait subjective pour l'instant : 2 à 3 siècles, en supposant qu'à de telles échéances les évolutions de la recherche et de la technologie permettront de résoudre de telles questions en des termes tout à fait différents.

## **2- Quelle population pour la planète ?**

La prise en compte des contraintes générales de "*durabilité*" a réanimé le débat sur le niveau optimal de la population mondiale. Nous sommes 6 milliards et, sur la lancée des tendances actuelles, nous devrions être 9 milliards en 2050. Incontestablement, respecter les contraintes de la "*durabilité*" sera plus difficile si la population mondiale augmente de 50 %. D'où les discussions, pas de malthusianisme démographique disent les uns, de toutes façons la planète peut nourrir 9 milliards d'hommes. Le problème est qu'il ne s'agit pas seulement de les nourrir, mais de satisfaire l'ensemble de leurs besoins essentiels, ce qui est tout de même d'une autre ampleur. Pour ma part, je serai tenté d'aborder le problème autrement en partant de la condition féminine. L'essentiel de l'accroissement démographique prévisible se situera dans les PED et pour partie dans certains grands pays émergents. Or, ce sont les pays où la condition féminine est la plus dure, famille nombreuse, travaux domestiques et agricoles à assumer. Par ailleurs, les observations démographiques des dernières décennies montrent que dès que les femmes atteignent un niveau minimal d'instruction et ont accès à des méthodes contraceptives modernes, la transition démographique par réduction importante du nombre de naissances s'opère rapidement. La question décisive est donc l'éducation féminine et la levée des tabous, religieux ou autres, à propos de la contraception. C'est une urgence si l'on veut que ce problème soit résolu de manière humaniste et non par la contrainte.

## **3- L'analyse de l'idéologie de la "*décroissance*"**

Le mouvement écologiste "*classique*" a eu, en ce domaine particulier aussi, le mérite de soulever le premier le problème de la "*durabilité*" à partir de l'image suivante : si tous les habitants de la planète devaient consommer et gaspiller comme les habitants des pays développés, il faudrait l'équivalent de 5 à 6 planètes pour y parvenir. A partir de ce constat fort, par contre, les orientations de lutte proposées par ce mouvement posent certains problèmes. Ses efforts se sont concentrés sur la lutte contre le dogme de la "*croissance économique*" qui régnait effectivement quasi-universellement. A priori, celui-ci n'est guère compatible en effet avec les objectifs de la "*durabilité*". Dans notre pays, toute une série d'ouvrages ont donc été publiés sur ce thème de la "*décroissance*", donc les auteurs ont, de leur propre aveu, cherché à provoquer un choc idéologique pour ébranler ce dogme de la croissance économique. N. Ridoux, auteur de la "*Décroissance pour tous*", évoquait, dans une discussion, la nécessité d'un choc "marketing" vis à vis de l'opinion. Tel autre auteur (P. Aries) évoquait celle d'utiliser le "*mot-obus*" de la "*décroissance*" pour "*pulvériser l'idéologie dominante*". Par ailleurs, dans le champ des solutions à apporter, on retrouve une gamme très large de variantes avec la tendance, déjà notée plus haut (voir ci-dessus II° partie) à privilégier les changements de comportements individuels, voire des retours en arrière par rapport à la science et la technologie ("fondamentalisme vert").

Quoi qu'il en soit, il nous paraît nécessaire de mieux cerner les véritables questions posées. La création nette de richesses que mesure le PIB n'affecte la "*durabilité*" que via les quantités de matières premières épuisables qu'elle consomme ou les atteintes à l'environnement qu'elle implique. Or, il y a des activités productives intellectuelles, des activités de services qui créent de la richesse sans affecter réellement la "*durabilité*". Créer un nouveau jeu vidéo, de nouveaux logiciels est sans impact réel sur la "*durabilité*" tout en accroissant le PIB. Par ailleurs, il est exact que dans les pays développés, la question n'est pas une croissance du PIB qui n'est pas réellement nécessaire, mais la répartition du partage des richesses entre capital et travail qui s'est partout détériorée dans les pays occidentaux au détriment du travail. En France, pour rétablir le niveau de partage de 1983, date du début de la détérioration, il faudrait transférer annuellement 170 milliards d'€ de plus au monde du travail. Autrement dit, dans notre pays, avec une croissance du PIB nulle, nous pourrions parfaitement remplir toutes les exigences du développement humain actuellement non satisfaites pour un bon tiers de la population.

Par contre, comme l'ont déjà justement souligné divers membres du PCF (A. Hayot et son équipe, R. Martelli dans sa contribution à l'ouvrage collectif "*Pour une politique de la décroissance*") et d'autres, le développement humain dans les PED nécessite une croissance matérielle (éducation, santé, infrastructures, production industrielle) et il ne peut être question de "*décroissance*" économique pour eux.

Aussi, nous pensons que derrière la polémique de la "*décroissance*", la vraie question posée est celle de la décroissance des prélèvements sur les ressources naturelles épuisables et celle de la décroissance des atteintes à l'environnement à apprécier via de nouveaux indices planétaires composites spécifiques à adopter internationalement (nous reviendrons sur ce point ci-après).

## **D) Les politiques possibles pour faire face aux grands défis planétaires de la "*durabilité*"**

Nous évoquerons ici successivement comme annoncé les défis les plus graves et les plus urgents à relever si l'on veut garantir un avenir acceptable pour l'humanité : le couple devenu indissociable crise énergétique-lutte contre le réchauffement climatique ; la gestion économe des ressources naturelles autres que les matières premières énergétiques (eau, matériaux divers, minerais, matières premières renouvelables) et la mutation dans les caractéristiques des produits marchands et des systèmes productifs qu'elle implique ; La préservation et la reconquête, au moins partielle, de la biodiversité.

### **I) Crise pétrolière -lutte contre le réchauffement climatique**

A l'opposé des flots de bonnes paroles, des vertueuses déclarations d'intention, des pseudo-solutions sans aucune efficacité concrète, quelques chiffres sans appel et qui ne sont plus pratiquement contestés :

- Pour le réchauffement climatique, si l'on veut limiter la hausse de la température moyenne planétaire à 2°C (limite de ce qui est encore "*gérable*"), les émissions de CO<sub>2</sub> planétaires doivent être divisées par deux d'ici 2050, celles des pays développés par quatre . Sinon, nous aurons droit à des augmentations de 4 à 6°

aux conséquences économiques, sociales et politiques catastrophiques (en énumérer quelques unes). Tous les pays auront donc à prendre des engagements (à des niveaux divers, les PED par exemple devront être aidés à minimiser l'accroissement de leurs émissions). Les négociations pour un nouvel Accord de réduction des émissions (Kyoto II) s'ouvriront en 2009. Or, les résultats de Kyoto I, qui concernait essentiellement les pays développés, ont été extrêmement faibles. Les USA qui devaient réduire leurs émissions de 7 % (par rapport à 1990), n'ont finalement pas ratifié Kyoto I et fait +15 %, l'UE à 15 qui devait faire en moyenne - 8%, n'a jusqu'ici fait que - 2%, certains pays européens ont fait des contre performances spectaculaires : Espagne + 50 %, Portugal + 40 %, etc. L'Allemagne, l'Italie n'ont pas rempli leurs objectifs, comme d'ailleurs la plupart des autres grands pays occidentaux Canada, Japon, Australie, etc. Mais la France (simple obligation de stabilité pour elle, du fait de l'avance prise grâce au nucléaire et à l'hydraulique), l'Angleterre les ont remplies.

Les systèmes de régulation néolibéraux mis en place pour les entreprises (marché des permis d'émission de CO<sub>2</sub>), s'ils ont permis quelques belles spéculations, se sont révélés d'une inefficacité remarquable. C'est pour cela sans doute que l'on s'apprête à les maintenir et à les étendre aux particuliers, transformés en boursicoteurs du carbone. Bref, pour l'instant la crédibilité des dirigeants des pays capitalistes développés à prendre les mesures nécessaires pour diviser par quatre leurs émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2050 est très faible, même s'il est vrai que dans la dernière période, ils ont dû accepter cet objectif sous la pression des conclusions incontestées du Groupe International pour l'Etude des Climats (GIEC) et des opinions publiques.

Or, la mutation énergétique à opérer obligatoirement pour atteindre ces objectifs sera de grande ampleur, qu'il s'agisse des transports, des habitations et bureaux, de l'industrie et nécessitera des investissements considérables que le monde du travail, déjà exsangue, ne pourra assumer. Par exemple, à l'heure actuelle, 88 % de l'énergie planétaire vient toujours des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon). Pour dissiper quelques illusions, par exemple sur les énergies renouvelables comme unique solution, les énergies renouvelables commerciales hors hydraulique représentent actuellement environ 1,5 % de l'énergie planétaire produite.

Or, la seule énergie fossile pour laquelle les choses sont en train de changer vraiment, c'est le pétrole, mais pour de toutes autres raisons. D'ici 2020, selon le dernier Rapport de l'AIE, fait pour la première fois sur la base de données scientifiques sérieuses portant sur les gisements eux-mêmes(assez stupéfiant, non), la production des gisements de pétrole existants aura été divisée par deux. Le niveau actuel du prix du pétrole (entre 30 et 40 \$, du fait des spéculations à la baisse de la demande mondiale pour cause de crise économique profonde) ne va pas permettre d'effectuer en temps voulu les investissements indispensables pour maintenir la production mondiale au niveau de la demande. Si cette situation se prolonge, on risque de se trouver d'ici quelques années dans une situation de pénurie réelle avec ses corollaires, soit l'envol du prix à des niveaux jamais atteints et ses conséquences économiques, soit le rationnement. Mais comme les USA ont décidé eux, du moins sur le papier, de "*se débarrasser du pétrole*" pour des raisons de dépendance géostratégique qu'ils jugent insupportable, on remplira peut être des obligations de

recul d'une énergie fossile, mais en la remplaçant en majeure partie par d'autres énergies fossiles, charbon ou gaz.

Bref, tout cela est d'une grande incohérence. Il paraît de plus en plus aberrant d'abandonner la fixation du prix d'une grande matière première stratégique comme le pétrole à la seule spéculation. Par ailleurs, les quinze dernières années ont confirmé (voir plus haut) une incapacité globale du capitalisme néolibéral "mondialisé" à faire face à ces défis majeurs pour l'avenir de l'humanité. La question de "*son dépassement*" est devenue donc en fait une urgence politique en ces domaines comme dans celui de la crise économique générale. Nous y reviendrons in fine. Mais il ne suffit pas de pousser des cris d'alarme, encore faut-il proposer des politiques alternatives. C'est ce que nous avons essayé de faire depuis 2004, quand la gravité des problèmes posés nous est apparue en toute clarté.

**Propositions de politiques alternatives pour faire face à la crise pétrolière et au réchauffement climatique :**

- **Création d'une Organisation internationale de l'énergie (OIE) regroupant tous les pays** (ce que ne font ni l'OPEP, ni l'AIE), chargée de déterminer et de faire respecter des prix optimaux pour chaque grande matière première énergétique (pétrole, gaz, charbon), l'évolution de leur niveau de production compte tenu de leurs réserves planétaires et des autres contraintes (CO2 notamment). Oui, il faut planifier et réguler, nous devons le revendiquer.

- **Création d'un Fonds international chargé d'aider les PED à se doter de systèmes énergétiques "propres" (sans CO2) alimenté par une taxe internationale sur le pétrole, puis ensuite sur le gaz et le charbon, payée moitié par les pays producteurs, moitié par les pays développés.** Elle pourrait être de 5\$/baril initialement (montant annuel global à ce niveau : 150 milliards de \$). On serait déjà là très loin de la proposition ridicule de Bush (2 milliards de \$).

- **Rôle et pouvoirs accrus donnés à l'AIEA**, étant donné la relance mondiale du nucléaire dont il devient impératif de contrôler strictement la sûreté (conception des centrales, gestion de celles-ci, traitement des déchets). Pouvoir d'agrément pour le démarrage, pouvoir d'arrêt en cas de déficiences dans la sûreté. La grande compétence de cette Agence (récompensée par un Nobel) permet tout à fait de lui confier un tel rôle. Aucun pays ne devrait plus pouvoir échapper à son pouvoir de contrôle.

- **Kyoto II (négociations commençant en 2009) devrait porter sur la période 2010-2030 avec des objectifs pour cette période de moitié de ceux de 2050.**

Il importe en effet de ne pas attendre. Dans les 20 ans à venir, de nombreuses décisions concernant les systèmes énergétiques devront être prises et elles dessineront en fait le paysage jusqu'en 2100. Par ailleurs, Kyoto II devra définir des objectifs pour chaque pays, décidés à la majorité renforcée et avec sanctions financières significatives si les objectifs n'étaient pas atteints sans raisons valables. Par ailleurs, il faut en finir avec les mécanismes de marché néolibéraux inefficaces et sources de spéculations diverses. Des objectifs précis de réduction doivent être définis par branches d'activité, par entreprise, et respectés sous peine de sanctions financières. Idem pour les produits mis sur les marchés. Ex. Dans tel délai, toutes les voitures



neuves devront émettre moins de x grammes de CO<sub>2</sub>, ce qui impliquera le passage à d'autres types de véhicules. etc. Par ailleurs, des efforts de recherche technologiques très importants devront résoudre la question-clef de la captation du CO<sub>2</sub> sur les systèmes énergétiques et dans l'industrie sans laquelle il sera difficile de réussir à l'échelle planétaire.

### **- Politique nationale à pratiquer**

L'atout majeur que constitue une électricité très fortement décarbonée (nucléaire+hydraulique+autres renouvelables) permettra à notre pays de remplir des objectifs élevés de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, mais sous condition de politiques fortes, de mobilisation de l'accumulation capitaliste pour financer des mutations importantes dans les transports individuels, collectifs, dans les transports de marchandises, dans l'habitat individuel et collectif, dans l'industrie (Donner un aperçu de ces mutations). Il va donc s'agir d'une bataille politique de classe pour savoir qui va payer, bataille qui devra progressivement être pleinement intégrée dans notre action politique quotidienne. Mais à l'échelle de la planète, on ne peut qu'être pessimiste aujourd'hui sur la possibilité d'atteindre de tels objectifs. Aucun rapport de forces politique réel pour cela n'existe actuellement, mais bien entendu cette situation peut et doit évoluer, car sinon c'est la survie de l'humanité et/ou sa plongée dans la barbarie qui serait en cause.

## **II) Gestion économe des ressources naturelles, préservation de l'environnement**

Si nous avons traité à part les questions de la crise pétrolière, énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique, c'est à la fois à cause de leur urgence et de leur spécificité (connexion forte entre elles). Mais il est évident que ce n'est qu'un cas particulier des problèmes très généraux de gestion économe des ressources naturelles et de préservation de l'environnement rattachés au thème global de la "*durabilité*". Pris globalement, ceux-ci sont certainement les problèmes les plus difficiles que l'humanité doit résoudre et la possibilité, pour les forces progressistes planétaires d'y parvenir d'une manière acceptable, ne contredisant pas nos objectifs de développement humain et d'épanouissement individuel pour l'ensemble de l'humanité, n'est pas du tout garantie.

### **a) Gestion économe des ressources naturelles**

Distinguons tout d'abord les ressources naturelles "*renouvelables*" de celles "*épuisables*". Parmi les premières, il y a évidemment l'eau, mais aussi les produits de l'agriculture (y compris de l'élevage), de la forêt, à utilisation alimentaire (type céréales) ou industrielle (agrocarburants, matières premières pour la chimie, bois, coton, laine, lin, cuir, etc.). Le caractère renouvelable de ces ressources doit conduire à les privilégier, à condition que leur "*renouvabilité*" soit garantie, ainsi que l'absence de dégradations de l'environnement qui pourraient découler éventuellement de leurs conditions de production (dégradation des rendements des cultures et pollutions chimiques des sols, recul des forêts, notamment tropicales, pollutions des nappes phréatiques par pesticides agricoles, extension des cultures industrielles mettant en cause la sécurité alimentaire, etc.). Cependant, on voit que le problème peut être maîtrisé à condition que des politiques adéquates soient définies et appliquées.

Pour les ressources naturelles "*épuisables*", la situation est beaucoup plus compliquée et une réponse positive ne va pas de soi. Elle implique de toutes façons à peu près certainement des bouleversements profonds dans la conception même des produits, des systèmes productifs, de la logique économique et des rapports sociaux. Comme l'a fait remarquer judicieusement A. Gorz dans "*Ecologica*", c'est en fait le "*communisme*", le vrai qui frappe à la porte.

Des dizaines de livres ont été écrits sur le "*Développement durable*", traitant notamment de cette question des ressources naturelles épuisables. Ils comportent nombre de conclusions péremptoires, qui se révéleront peut être fondées, mais qui pour l'instant ne s'appuient sur aucune étude scientifique planétaire sérieuse, tout simplement parce que de telles études sont hors de portée d'un individu ou d'un groupe d'individus isolés et que la problématique globale de telles études n'est pas encore définie. Nul ne sait en fait à l'heure actuelle si conjuguer la satisfaction des besoins essentiels des peuples des PED et des grands pays émergents avec de nouvelles conceptions des produits matériels marchands (en nombre plus limité, durables, réparables, recyclables) et des systèmes productifs suffira pour faire face au défi des ressources naturelles épuisables.

En tout cas, et en première analyse, il s'agit d'abord de procéder à un recensement exhaustif des ressources naturelles "épuisables" étant entendu que pour des matières premières comme les minerais, l'importance des réserves exploitables est liée au niveau des prix (possibilité ou non d'exploiter des gisements à teneur plus faible). Autre volet des études à mener, les quantités de ressources naturelles "*épuisables*" nécessaires pour permettre de satisfaire les besoins humains essentiels, notamment dans les PED. Enfin, dernier volet, les possibilités de substitution ou de mutations technologiques relatives aux ressources les plus sensibles, de recyclage intégral, etc. Pour mener de telles études avec les garanties de scientificité et d'indépendance nécessaires, il faut créer rapidement les institutions internationales nécessaires, nous y reviendrons un peu plus loin.

De la même manière que, pour le réchauffement climatique, des obligations de réduction d'émissions des gaz à effet de serre ont été ou vont être définies par pays dans la durée, il faudra mettre sur pied des obligations de gestion économe des ressources naturelles renouvelables, de minimisation des prélèvements sur les ressources naturelles "épuisables" et de réduction des atteintes à l'environnement, via le suivi d'indices composites adéquats intégrant également le degré de satisfaction des besoins humains atteint, pouvant différer selon qu'il s'agira de pays développés ou de PED. Tel sera le véritable contenu d'une "*décroissance*" réelle, compatible avec le "*développement humain durable*". Un seul exemple d'indice composite possible pour la gestion de l'eau dans les PED : % de la population alimenté en eau potable et nombre de litres d'eau disponibles par habitant, % de traitement d'assainissement et de recyclage des eaux usées, % de mobilisation des ressources en eau théoriquement disponibles, stabilité des réserves en eau souterraines, etc.. Le respect de tels objectifs devrait être intégré aux plans de développement des PED évoqués plus haut.

#### **b) Préservation de l'environnement**

Même type de démarche pour tout ce qui concerne la préservation de

l'environnement, de la biodiversité, voire de leur restauration. Bien entendu, certaines dégradations sont d'ores et déjà irréversibles (nous aurons du mal à recréer des espèces déjà disparues). Mais nous pouvons protéger et garantir la survie de celles qui existent toujours, mais qui sont menacées (végétales ou animales), en recréant des environnements adéquats et en faisant cesser les processus qui aboutissent à leur destruction. En ce domaine aussi, il faut parvenir à une maîtrise scientifique de la situation, à partir des connaissances existantes ou en les développant, à partir d'outils internationaux adéquats. Elaboration là aussi d'indices composites permettant de définir des objectifs d'amélioration de l'environnement, de restauration de divers biotopes, etc. (ex. faire cesser la destruction des zones humides, des forêts tropicales en décidant d'un nouvel équilibre entre leur reconstitution et les surfaces agricoles).

### **E) Les institutions internationales spécifiques nécessaires**

Il est de bon ton désormais de dénigrer l'organisation des Nations unies pour son inefficacité dans un certain nombre de domaines (incapacité de mettre fin à des situations de crise, à empêcher le déclenchement de guerres, de massacres de populations civiles, à favoriser des processus de développement, etc.). Ces reproches sont, à mon sens, assez mal fondés. En effet, ce qui est en cause dans ces échecs, réels, c'est fondamentalement la tutelle paralysante qu'exercent, sur l'ONU, les membres permanents du Conseil de sécurité, via le pouvoir tout à fait exorbitant que détient chacun d'eux de bloquer toute décision, même quand il s'agit simplement de faire respecter des décisions antérieurement prises par le dit organisme (ex. longue liste des résolutions ONU non-appliquées relatives au conflit israélo-palestinien).

En réalité, derrière cette façade dépassée et décrépète du Conseil de Sécurité, d'autres organes des Nations Unies ont, eux, mené leurs tâches de manière remarquable. On peut penser en particulier au GIEC qui a réussi l'exploit, de par la qualité scientifique de ses travaux, de rendre ses préconisations incontestables, de les faire connaître aux opinions publiques, au moins dans les pays développés, obligeant ainsi les gouvernements occidentaux à les accepter dans leur principe. Un prix Nobel est venu justement récompenser cette performance. Prix Nobel aussi pour l'AIEA et pour son remarquable directeur, Mohamed El Baradei, qui a réussi, dans les deux dernières décennies à démontrer à la fois une remarquable compétence technique dans le contrôle des installations nucléaires et une capacité politique à tenir tête aux pressions US.

En résumé, la réforme nécessaire des institutions internationales (ONU au sens strict et institutions spécialisées) doit comporter deux volets principaux.

- Une coordination globale et une redéfinition des missions (et des moyens) de toutes les institutions spécialisées concourant ou pouvant concourir au développement des PED (UNESCO, OMS, PNUD, ONUDI, FAO, UNICEF, Banque mondiale)

- La création de nouvelles institutions internationales spécialisées ayant pour mission précise de traiter des défis planétaires évoqués dans cette note, en effectuant ou en faisant effectuer les études scientifiques planétaires nécessaires, en proposant aux Etats les régulations nécessaires pour maîtriser ces défis et en surveillant leur application (sanctions possibles). Rappel de nos propositions :

- Création d'une Organisation internationale de l'énergie (OIE) et d'un Fonds international chargé d'aider les PED à se doter de systèmes énergétiques les plus "propres" possibles en carbone.

- Création d'un Organisme d'étude et de gestion planétaire des ressources naturelles (renouvelables et épuisables) ;

- Création d'un Organisme d'étude et de protection planétaire de l'environnement ;

Bien entendu, l'ONU elle-même n'est pas restée les bras croisés face à ces différents défis. Elle a par exemple créé une "*Commission du développement durable*" au sein du Conseil économique et social, fixé dans les objectifs du Millenium pour le développement la réduction de moitié en 2015 du nombre des êtres humains dont le revenu n'excède pas 1\$/jour, qui souffrent de la faim, qui n'ont pas accès à l'eau potable (objectifs qui ne seront pas atteints dans la plupart des pays concernés). Elle se préoccupe de l'évolution du niveau des nappes souterraines, d'urbanisation et environnement, etc.

Mais il faut en fait faire beaucoup plus, à la fois dans le traitement de la globalité des problèmes, dans le caractère contraignant des objectifs à atteindre et dans la sensibilisation des opinions publiques. C'est pour cela que la création d'institutions spécialisées telles que celles décrites plus haut nous semble indispensable. Par ailleurs, la dualité entre un organisme d'étude et d'expertise à qui est garantie une indépendance dans son appréciation scientifique des problèmes et un organisme de décision politique sur les objectifs, du type de celle GIEC- UNFCCC nous paraît une bonne solution et devrait être retenue pour ces nouveaux organismes. F. Houtart évoque la nécessité, sur ces questions, de faire adopter "Une Charte universelle du bien commun". On ne peut qu'approuver, mais sans perdre de vue que l'urgence ce sont des mesures concrètes.

Bien entendu, la question des moyens est également décisive. A l'heure actuelle, le budget total, hors opérations de maintien de la paix, de l'ONU et de ses institutions spécialisées est de l'ordre d'une dizaine de milliards de \$. C'est absolument dérisoire quand on le compare aux centaines, voire les milliers de milliards de \$ qui sont en train d'être déversés à fonds probablement perdus dans le système bancaire international. Mais c'est le résultat d'une décision historique des classes dirigeantes des grandes puissances qui ne veulent pas d'une communauté internationale s'autonomisant par rapport à elles et leur imposant notamment des objectifs de développement humain contraires à leurs ambitions de domination et de puissance.

Une importante bataille politique est donc aussi à livrer en ce domaine.

## **F) "*Développement humain durable*" et "*Dépassement du capitalisme*"**

Tous les thèmes analysés dans la présente étude (Développement des PED, crise énergétique et lutte contre le réchauffement climatique, défis de la "*durabilité*") montrent, presque à chaque pas, comment les impératifs de l'accumulation financière au profit d'une toute petite minorité, exacerbés dans le cadre de la mondialisation néolibérale, s'opposent à la mise en oeuvre des politiques alternatives qui seraient nécessaires pour affronter et résoudre les graves défis pour l'avenir de l'humanité qui

sont devant nous. Par ailleurs, les lourds investissements à réaliser devront impérativement être prélevés dans la sphère de l'accumulation capitaliste, tout simplement parce que la portion congrue à laquelle le monde du travail a été réduit ne permet pas ce financement. La question qui est donc objectivement posée, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle aux peuples de la terre, français comme européens, des pays développés comme des PED, est celle d'un "*dépassement du capitalisme*". Ce terme est à interpréter comme traduisant un basculement du rapport de forces, où la logique de satisfaction des besoins humains, de l'épanouissement individuel des êtres humains, prendrait le pas sur la logique de l'accumulation des profits aux mains d'une toute petite minorité. Nous avons déjà vu aussi plus haut que les contraintes sur les ressources naturelles épuisables pourraient nous amener à "*changer de vie*", à promouvoir une vie tournée vers "*l'être*" et non plus vers "*l'avoir*", avec des produits marchands moins nombreux, durant plus longtemps, réparables, intégralement recyclables. Une telle évolution sera à coup sûr incompatible avec la logique économique du capitalisme néolibéral "*mondialisé*" et très probablement du capitalisme tout court. Quel que soit le nom dont nous baptiserons cette nouvelle société, socialiste, communiste, quel sera son visage exact ? Quelle sera sa logique économique interne ? Celle d'une économie administrée où chacun recevrait son quota de produits, bureaucratiquement défini, acceptables du point de vue de la "*durabilité*" ? Ou bien celle d'une société où seront maintenus d'importants degrés de liberté quant à l'épanouissement humain, impliquant une gamme redéfinie, mais variée, de produits et de services. En tout cas, il faudra énormément de démocratie pour donner une structure acceptable à cette nouvelle société dont les rapports sociaux profondément différents dessineront progressivement un autre visage de l'humain. Comme le dit justement L. Sève dans son dernier ouvrage "*L'homme*", il ne s'agit pas seulement de "*sauver la planète*", il faut aussi "*sauver la planète homme*" ou, plus trivialement, comme l'écrivait F.H. Fajardie (cité par A. Bernier) "*A quoi bon une planète propre comme les WC d'un Hollandais ou le vanity-case de Dominique Voynet, si un grand nombre de femmes et d'hommes crèvent de faim et de misère*".

La crise économique mondiale qui se développe actuellement et dont manifestement nul ne sait jusqu'où elle peut aller, ni combien elle peut durer, est d'une gravité particulière. Mais il est concevable que, lorsque suffisamment de capital aura été détruit, le système capitaliste "*mondialisé*" reparte, cahin caha, jusqu'à la prochaine crise. Par contre, le temps que nous perdrons en ne résolvant pas, disons dans les deux prochaines décennies, les problèmes et défis décrits dans la présente étude, pourrait nous faire basculer dans l'irréversible et dans la mise en cause de l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, en concluant, je plaiderai à nouveau pour que nous intégrions pleinement dès maintenant ces questions dans notre action politique de tous les jours, selon des formes appropriées. Contrairement à ce que semblent continuer à penser certains militants, ce n'est pas du "*réformisme*", mais bien au contraire la prise en compte de nouveaux champs-clefs de l'action révolutionnaire en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle.